

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER – LA CROIX VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

DELIBERATION N° 2025-01-04-19

**OBJET : DELEGATION DE LA COMPETENCE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF » AU
SIVOM DU LITTORAL DES MAURES**

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi 30 juin, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 23 juin se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de séance de M. Bernard JOBERT, Vice-Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres en exercice : 8

Membres présents :

Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer

Membre excusé :

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer

A été élu secrétaire de séance : Philippe VANDEVELDE

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez exerce par anticipation au titre de ses compétences supplémentaires en lieu et place de ses communes membres, la compétence « assainissement collectif » en application des articles L.5211-17 et L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales.

L'article L5214-16 du Code des collectivités territoriales a autorisé les communautés de communes à déléguer tout ou partie de la compétence « assainissement collectif » à un syndicat existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre de la communauté de communes. Cette délégation se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les obligations respectives de la communauté de communes et du syndicat délégataire, ce dernier agissant au nom et pour le compte de la communauté de communes.

Par délibération n° 2024/09/30-21 du 30 septembre 2024, la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez a approuvé le principe d'une délégation de la compétence « assainissement collectif » au SIVOM du littoral des Maures.

En effet, notre Syndicat a souhaité que soit conservé le mode de gestion en régie de cette compétence, celui-ci ayant démontré son efficience. La délégation décidée par la Communauté de Communes permettra d'atteindre cet objectif.

Par suite, les services de la Communauté de Communes et ceux de notre Syndicat ont travaillé de concert à l'écriture du projet de convention validé par délibération du Conseil communautaire le 25 juin dernier. Il est toutefois précisé que la loi n°2025-327 du 11 avril 2025 (qui a restauré le caractère facultatif du transfert de la compétence assainissement pour les communes ne l'ayant pas fait par anticipation) renvoie à un décret en Conseil d'État la définition des modalités que doit définir cette convention, autres que la durée de la délégation et les conditions tarifaires. Dès ce décret paru, il sera proposé, si nécessaire, une adaptation de la convention.

Il est proposé aux délégués syndicaux d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

Le Comité Syndical,

Oui, l'exposé du Vice-Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents,

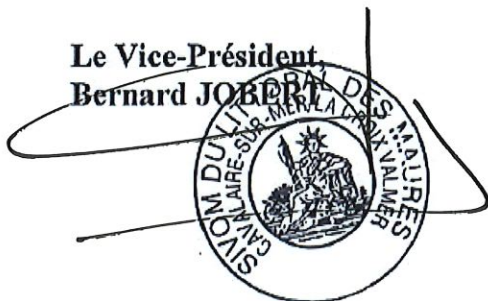
- **APPROUVE** la convention ci-annexée,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à la signer.

POUR EXTRAIT CONFORME

A Cavalaire-sur-Mer,

Les jours, mois et an ci-dessus

**Le Vice-Président,
Bernard JOBERT**



**Le secrétaire de séance,
Philippe VANDEVELDE**



CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPETENCES

ENTRE LE SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GOLFE DE SAINT-TROPEZ

EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ENTRE

La Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Vincent MORISSE, dument habilité pour intervenir en cette qualité aux fins de la présente convention,

Ci-après désignée « La Communauté de communes »,

ET

Le SIVOM du Littoral des Maures,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe LEONELLI, dument habilité pour intervenir en cette qualité aux fins de la présente convention,

Ci-après désignée « Le SIVOM ».

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5214-16 ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 14 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez tels qu'ils résultent de l'arrêté préfectoral n°423/2023 BCLI du 25 octobre 2023, portant modifications statutaires de la Communauté de communes relatives à la prise de compétence « Assainissement collectif » au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu les statuts en vigueur du SIVOM du Littoral des Maures en date du 14 septembre 2022 ;

Vu les échanges et discussions intervenus entre la Communauté de communes et le SIVOM, notamment depuis l'intervention de la délibération du Conseil communautaire n°2023/06/21-11 du 21 juin 2023 par laquelle il a été décidé d'approuver le transfert anticipé de la compétence Assainissement collectif à la Communauté de communes, et ce, à effet du 1^{er} janvier 2024 ;

Vu la délibération en date du 30 septembre 2024 de la Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez approuvant le principe d'une délégation de la compétence « assainissement collectif » au SIVOM du Littoral des Maures ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez _____ approuvant les termes et conditions de la présente convention de délégation de compétence et de ses annexes ;

Vu la délibération du Comité syndical du SIVOM du Littoral des Maures _____ approuvant les termes et conditions de la présente convention de délégation de compétence et de ses annexes ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

Considérant que depuis le 1er janvier 2024, la Communauté de communes Golfe de Saint-Tropez exerce, par anticipation au titre de ses compétences supplémentaires, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « Service public d'assainissement collectif » en application des articles L.5211-17 et L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que le SIVOM du Littoral des Maures, composé de deux communes à savoir Cavalaire-sur-Mer et La Croix Valmer, toutes deux membres de la Communauté de communes est, notamment, compétent en matière de Collecte et Traitement des eaux usées.

Considérant que, en application de l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, le SIVOM du Littoral des Maures, en tant que syndicat infracommunautaire existant au 1^{er} janvier 2019, a été maintenu jusqu'à neuf mois suivant la prise de compétence « assainissement collectif » par la Communauté de Communes.

Considérant que depuis l'intervention de la délibération du Conseil communautaire n°2023/06/21-11 du 21 juin 2023 de la Communauté de communes, par laquelle il a été décidé d'approuver, par anticipation, à effet du 1er janvier 2024, le transfert de la compétence Assainissement collectif à la Communauté de communes, le SIVOM et la Communauté de communes ont engagé des discussions qui ont conduit à la décision partenariale de principe de voir le SIVOM délégataire de la Communauté de communes afin d'assurer le service Assainissement collectif sur son périmètre.

Considérant que conformément au dispositif applicable, cette volonté commune de la Communauté de communes et du SIVOM, a fait l'objet d'une formalisation expresse dans le cadre d'une délibération du Conseil communautaire en date du 30 septembre 2024, par laquelle la Communauté de communes a décidé du principe d'une délégation de la compétence « assainissement collectif » au SIVOM, délégation de compétence dont les modalités sont précisément fixées par la présente convention.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**Table des matières**

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 2 – COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE	4
ARTICLE 3 – MISSIONS CONFIEES.....	4
ARTICLE 4 – TRAVAUX	5
TITRE II : MODALITES D’EXECUTION	5
ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AGISSANT EN QUALITÉ D’AUTORITÉ DÉLÉGANTE.....	5
ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU SIVOM AGISSANT EN QUALITÉ D’AUTORITÉ DÉLÉGATAIRE	6
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	7
ARTICLE 8 – EXECUTION DES CONTRATS EN COURS	7
ARTICLE 9 – CONCLUSION DES NOUVEAUX CONTRATS CONCOURANT DIRECTEMENT A L’EXERCICE PAR LE SIVOM DE LA COMPETENCE DELEGUEE	7
TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 – PRINCIPES GENERAUX	9
ARTICLE 11 –TARIFICATION ET RECETTES AFFERENTES AU SERVICE PUBLIC.....	10
ARTICLE 12 – REMBOURSEMENT PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEPENSES EXPOSEES PAR LE SIVOM	10
TITRE IV : RESPONSABILITES	11
ARTICLE 13 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	11
TITRE V : MODALITES DE CONTROLE DE LA COMMUNAUTE	12
ARTICLE 14 – OBJECTIFS ASSIGNÉS AU DÉLÉGATAIRE ET INDICATEURS DE SUIVI	12
ARTICLE 15 – COMITE TECHNIQUE.....	13
ARTICLE 16 – COMPTES RENDUS ANNUELS CONCERNANT LA COMPETENCE DELEGUEE	14
TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES	14
ARTICLE 17 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RECONDUCTION	14
ARTICLE 18 – MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION	14
ARTICLE 19 –RÉSILIATION.....	15
ARTICLE 20 - LITIGES.....	15

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier une délégation de compétence au SIVOM du Littoral des Maures sur le fondement de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle a pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation par la Communauté de communes au SIVOM de la compétence Assainissement collectif.

ARTICLE 2 – COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE

Au titre de la présente convention, le SIVOM sera en charge de l'exercice de la compétence Assainissement des eaux usées au sens du II de l'article L.2224-8 du CGCT, ce qui recouvre conformément aux dispositions des statuts du SIVOM définissant son objet :

- Le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites

Le périmètre de la compétence déléguée correspond au périmètre d'intervention du SIVOM du Littoral des Maures, ce qui inclut les communes de Cavalaire et de La Croix Valmer.

Sur ce périmètre, le service public d'assainissement collectif est exploité en régie.

Le SIVOM s'engage à exercer la compétence déléguée, au nom et pour le compte de la Communauté de communes, dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées, et à atteindre les objectifs fixés par la présente convention.

ARTICLE 3 – MISSIONS CONFIEES

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement collectif, la Communauté de communes délègue au SIVOM qui accepte, les missions suivantes :

3.1 L'exploitation du service public de l'assainissement collectif, y compris les relations avec les usagers ;

3.2 La prise en charge des travaux, tels que définis ci-après à l'article 4 ;

3.3 Les relations avec les administrations et établissements publics ;

3.4 Le calcul et le suivi des produits du service tirés de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) sur le territoire du syndicat, à l'exclusion de

l'émission des titres de recettes et de leur encaissement par la Communauté de communes.

En annexe 1 de la présente convention, sont données toutes les informations permettant de distinguer clairement les missions et tâches déléguées qui relèvent du SIVOM.

Les réunions avec les administrations et établissement publics seront conduites conjointement par les Parties.

La Communauté de communes conserve notamment dans ses attributions l'actualisation des schémas directeurs et l'élaboration des futurs schémas directeurs intercommunaux.

ARTICLE 4 – TRAVAUX

L'ensemble des travaux relatifs à la compétence déléguée au SIVOM, qu'ils soient d'entretien et réparation, de renouvellement ou d'extension est à la charge de la Communauté de communes.

Dans le cadre de la présente délégation de compétence, ces travaux sont confiés au SIVOM par la Communauté de communes sous les conditions ci-après exposées.

La Communauté de communes conserve le pouvoir de décision en matière d'investissements au titre de la compétence déléguée.

Elle élabore, en y associant le SIVOM, un Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) sur 3 ans dont les enveloppes annuelles sont reportées dans les prévisions budgétaires de chacune des Parties au présent contrat. Le PPI fait l'objet d'une actualisation annuelle.

Lorsque des travaux à la charge de la Communauté de communes et définis au PPI sont rendus nécessaires, le SIVOM effectue ces travaux pour le compte de la Communauté de communes dans les conditions définies à l'article 9 ci-dessous.

Lorsque des travaux non définis au PPI sont rendus nécessaires, ils font l'objet d'une information par le SIVOM à la Communauté de communes délégante, pour accord préalable de cette dernière.

TITRE II : MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AGISSANT EN QUALITE D'AUTORITE DELEGANTE

L'autorité délégante fixe les objectifs généraux assignés au SIVOM élaborés conjointement entre les parties à la convention et assortis d'indicateurs de suivi tels que définis à l'article 14 de la présente convention.

Elle s'engage à mettre à disposition les moyens financiers, humains et techniques nécessaires à l'exercice de la délégation en concordance avec les besoins liés à l'exercice de la compétence déléguée.

Elle confère au SIVOM un droit d'utilisation sur l'ensemble des biens concourant aux services publics de l'assainissement collectif. Cette mise à disposition vaut autorisation d'occupation du domaine public, à titre gratuit.

A cet effet un procès-verbal contenant un état des lieux sera dressé entre les parties dans les six mois de la signature de la présente convention et annexé aux présentes.

Le cas échéant, la Communauté de communes peut mettre à disposition du SIVOM tout service ou partie de service qui serait nécessaire à l'exercice de la compétence déléguée. Elle détermine les conditions dans lesquelles ses personnels sont mis à disposition de l'autorité délégataire ou détachés auprès d'elle dans une convention ad hoc.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU SIVOM AGISSANT EN QUALITÉ D'AUTORITÉ DÉLÉGATAIRE

Le SIVOM, autorité délégataire, s'engage à :

- Exercer la compétence déléguée conformément aux articles 2 et 3, au nom et pour le compte de l'autorité délégante, dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées ;
- S'acquitter de la totalité des charges et souscrire tous les abonnements relatifs aux consommations de fluides (électricité, gaz, eau, etc) se rapportant au service exploité ;
- Se conformer aux lois et règlements relatifs à la compétence déléguée, et respecter les règlements du service, notamment en matière d'accueil, d'hygiène et de sécurité ;
- Veiller en permanence à la propreté, à la qualité et au bon état d'entretien des installations et équipements des services qui lui sont confiés ;
- Mettre en œuvre ses moyens humains et matériels pour l'exécution des missions objet des présentes ;
- Informer l'autorité délégante de tout dysfonctionnement afférent à la gestion du service correspondant à la compétence déléguée ;
- Travailler en concertation avec l'autorité délégante afin de trouver des solutions à ces dysfonctionnements ;
- Atteindre les objectifs fixés à l'article 14 de la présente convention.

Un état récapitulatif des moyens humains affectés à ce jour par le SIVOM pour exécuter les missions qui lui sont confiées dans le cadre de la délégation de compétence figure en annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

La compétence déléguée est, pendant toute la durée de la présente convention, exercée par le SIVOM qui prend toutes les décisions opérationnelles relatives à ses modalités de mise en œuvre en concertation avec le comité technique mis en place en application de l'article 15.

En outre, il appartient au SIVOM :

- De solliciter et d'obtenir toutes autorisations requises ;
- De définir les conditions administratives et techniques de réalisation des opérations ;
- D'en proposer le plan de financement ;
- De passer les marchés et contrats ;
- D'en assurer l'exécution et de mettre en œuvre les garanties afférentes.

ARTICLE 8 – EXECUTION DES CONTRATS EN COURS

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées par la Communauté de communes, le SIVOM est en charge de l'exécution et du contrôle des contrats en cours afférents directement à la compétence visée dans la présente convention, sauf disposition contraire des parties. Le SIVOM informe les cocontractants qu'elle agit au nom et pour le compte de la Communauté de communes.

Un état récapitulatif des contrats en cours que le SIVOM est en charge d'exécuter et de contrôler au nom et pour le compte de la Communauté de communes dans le cadre de la délégation de compétences figure en annexe 3 de la présente convention.

Il est à noter que le SIVOM pourra utiliser ses contrats qui concourent indirectement aux compétences visées au titre de son fonctionnement général et de sa bonne organisation.

ARTICLE 9 – CONCLUSION DES NOUVEAUX CONTRATS CONCOURANT DIRECTEMENT A L'EXERCICE PAR LE SIVOM DE LA COMPETENCE DELEGUEE

- Actes et contrats ne relevant pas de la commande publique :

Le SIVOM prend toutes décisions et actes, et effectue toutes tâches se rapportant à la conclusion des conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées, dès lors que celles-ci n'ont pas la nature d'un contrat relevant de la commande publique. Il en rend compte à la Communauté de communes.

- Contrats relevant de la commande publique :

Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, lorsque les contrats passés par la Communauté de communes ne répondront pas à l'ensemble des besoins du SIVOM, ce dernier devra passer les contrats pour le compte de la Communauté de communes. Pour les investissements et les études de fonctionnement d'un montant supérieur à

40 000 €HT, un accord préalable, express et par écrit de la Communauté de communes sera nécessaire. La Communauté de communes en validera, en outre, les prescriptions techniques. Pour les autres contrats, le SIVOM en informera la Communauté de communes.

Le SIVOM assurera pendant la durée de la présente délégation de compétence, l'ensemble des tâches relatives à la passation et l'exécution des marchés nécessaires à la réalisation du programme de travaux : études préalables, études de programmation, maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage, contrôle technique, travaux, etc.

A ce titre, il effectuera directement les principales missions suivantes :

- Rédaction des documents de la consultation et des éventuels avis d'appel public à la concurrence ;
- Courriers et notifications à destination des candidats ;
- Instruction et analyse des candidatures et des offres ;
- Après information de la Communauté de communes, désignation des cocontractants et signature des actes en cause, que ces actes requièrent l'intervention préalable d'une commission (commission d'appels d'offres etc.) ou soient conclus à l'issue d'une procédure adaptée ou de gré à gré,
- Suivi de l'exécution du marché ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages et travaux exécutés ;
- Gestion des garanties attachées aux ouvrages exécutés (garantie de parfait achèvement, garantie de bon fonctionnement, garantie décennale) et souscription de l'assurance dommages ouvrages ;
- Gestion des demandes d'autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exécution des ouvrages et travaux ;
- Gestion administrative, financière et technique du marché.

Dans le cadre de ces missions, le SIVOM porte l'ensemble des obligations découlant des dispositions du Code de la Commande Publique dans sa version en vigueur au jour du lancement de la procédure, en application de son règlement interne.

Pour l'ensemble des contrats susceptibles d'être passés par le SIVOM, celui-ci n'a aucunement la possibilité de conclure des contrats dont le terme serait postérieur à l'échéance de la présente délégation, sauf accord préalable et exprès de la Communauté de communes.

Il est entendu que la gestion des demandes de subventions, mobilisables et mobilisées dans le cadre des travaux susvisés, ne fait pas partie des missions confiées au SIVOM dans le cadre de la présente délégation de compétence.

TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

ARTICLE 10 – PRINCIPES GENERAUX

En sa qualité de délégataire, le SIVOM assure le préfinancement intégral de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont déléguées en application de l'article 3 de la présente convention.

Le SIVOM intervient dans le respect des règles budgétaires, financières et de la comptabilité publique.

La réalisation par le SIVOM des missions déléguées ne donne lieu à aucune rémunération. Cependant, la Communauté de communes assure la prise en charge intégrale des dépenses exposées par le SIVOM.

Sur le plan fiscal, le SIVOM agit en qualité de mandataire : il n'a pas la qualité d'autorité responsable de la compétence. En conséquence, le redevable légal de la TVA est la Communauté de communes délégante : c'est à elle qu'incombe les obligations de télédéclaration et de télépaiement de cette taxe auprès des services fiscaux. Corrélativement, la Communauté de communes bénéficie, dans les conditions de droit commun, d'un droit à déduction de la TVA grevant les dépenses.

De manière à permettre l'élaboration de bilans financiers précis et circonscrits à la compétence déléguée sur le territoire syndical, les dépenses et recettes liées à l'exercice des missions et tâches par le SIVOM délégataire font l'objet d'une comptabilisation analytique :

- Au sein du budget annexe M49 du SIVOM dédié à la compétence déléguée ;
- Au sein du budget annexe Assainissement collectif de la Communauté de communes.

Dans un souci de bonne gestion, les Parties conviennent, eu égard aux flux financiers qui transiteront entre le budget annexe de la Communauté de communes délégante et le budget annexe du SIVOM délégataire, de travailler conjointement chaque année, dans le cadre des travaux de préparation budgétaire, à l'élaboration des prévisions de dépenses et recettes dédiées à la présente délégation de compétence.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente convention, le SIVOM s'engage à produire, dans le cadre du compte rendu annuel d'activité, un bilan financier détaillé des interventions qu'il aura réalisées sur l'année écoulée au titre de la présente convention, en distinguant les montants consacrés aux charges de personnel, aux frais d'exploitation et aux différentes opérations d'équipement.

ARTICLE 11 –TARIFICATION ET RECETTES AFFERENTES AU SERVICE PUBLIC

La redevance d'assainissement collectif est votée par l'assemblée délibérante de la Communauté de communes en concertation avec le SIVOM, puis facturée aux usagers par le délégataire du service public de l'eau potable.

Son produit est perçu par la Communauté de communes tout comme les autres recettes de fonctionnement et d'investissement liée à l'activité déléguée dont les subventions de fonctionnement et d'investissement, les participations au financement de l'assainissement collectif (PFAC), les redevances d'occupation du domaine public, le produit des emprunts.

ARTICLE 12 – REMBOURSEMENT PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEPENSES EXPOSEES PAR LE SIVOM

Les dépenses de fonctionnement que le SIVOM est amené à engager dans le cadre de la délégation de compétence sont mandatées pour leur montant TTC aux comptes par nature de la classe 6 du budget annexe M49.

La Communauté de communes prend en charge les dépenses exposées pour son compte par le SIVOM dans le cadre de la présente délégation de compétence et en rembourse le montant au SIVOM.

Les remboursements des frais de fonctionnement effectués par le SIVOM se matérialisent par deux « dotations globalisées » versées par la Communauté de communes :

- Une « dotation financière » en remboursement des dépenses d'exploitation :
 - Communauté de communes : débit du compte 6287 « Remboursement de frais » pour un montant HT + TVA
 - SIVOM : crédit du compte 7087 « Remboursement de frais » pour un montant TTC
- Une « dotation de mise à disposition de personnel » en remboursement des dépenses de personnel engagées par le SIVOM :
 - Communauté de communes : débit du compte 6218 « Autres personnels extérieurs »
 - SIVOM : crédit du compte 7084 « Mise à disposition de personnel facturée »

Les dépenses d'investissement sur les biens concourant au service public de l'assainissement collectif sont comptablement traitées via les comptes de travaux pour compte de tiers utilisés par les collectivités pour des cas analogues. Dans la comptabilité du SIVOM, il s'agit donc d'opérations identifiées et équilibrées en dépenses et recettes (compte 458).

Ainsi, le remboursement de ces dépenses s'opère via des comptes de dépenses d'investissement dans la comptabilité de la Communauté de communes qui assure notamment l'amortissement des biens.

Le SIVOM sollicite trimestriellement auprès de la Communauté de communes le remboursement des sommes avancées par elle dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions.

A cet effet, le SIVOM émet un titre de recettes à l'encontre de la Communauté de communes du montant des sommes acquittées par lui, accompagné d'un état détaillé des mandats, faisant apparaître le montant total de TVA (mention « dont TVA »), ainsi que copie intégrale des factures correspondantes. Cet état, signé par le Président du SIVOM, est accompagné des pièces justifiant le paiement intégral de celles-ci, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Concernant les charges de personnel, celles-ci seront remboursées par la Communauté de communes sur la base d'un appel de fonds du SIVOM qui produira un mémoire récapitulatif détaillant le temps passé et le taux horaire de chaque agent étant intervenu dans la gestion de la compétence déléguée.

Des avances pourront être versées par la Communauté de communes, selon des modalités à définir conjointement entre les parties.

TITRE IV : RESPONSABILITES

ARTICLE 13 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le SIVOM est responsable, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, et pendant toute sa durée, de l'ensemble des dommages qui pourraient survenir de son fait ou du fait de l'exercice de la compétence déléguée.

A cet effet, il souscrit tout contrat d'assurance responsabilité civile, pour son compte et pour le compte de ses agents, destiné à couvrir sa responsabilité tant vis à vis des usagers comme de la Communauté de communes, et à souscrire tous les contrats le garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation de l'ensemble des biens, équipements et ouvrages mis à sa disposition par la Communauté de communes, et à l'accomplissement des missions qu'il réalise en son nom et pour son compte au titre de l'exercice de la compétence déléguée.

Le SIVOM en justifie auprès de la Communauté de communes par la production annuelle d'une attestation d'assurance en vigueur énonçant les risques couverts et le montant de la couverture.

Le SIVOM vérifie que les entreprises qui réalisent les travaux ont souscrit les assurances de responsabilité civile et décennales correspondantes.

TITRE V : MODALITES DE CONTROLE DE LA COMMUNAUTE

ARTICLE 14 – OBJECTIFS ASSIGNÉS AU DÉLÉGATAIRE ET INDICATEURS DE SUIVI

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.5214-16 du CGCT, des objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures sont assignés à l'autorité délégataire pour la compétence déléguée. Ils sont assortis d'indicateurs de suivi.

Objectifs :

- Exploiter les ouvrages et installations du service public de l'assainissement collectif conformément aux réglementations en vigueur et aux règles de l'art pendant la durée du contrat ;
- Assurer la surveillance, le fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la réparation et le renouvellement des ouvrages, équipements, branchements, ouvrages annexes, compteurs et canalisations affectés au service ;
- Veiller à la collecte permanente des eaux usées, au bon fonctionnement et bon entretien des ouvrages annexes ;
- Veiller au traitement des eaux usées, des boues et autres déchets de l'épuration, selon les normes de rejets imposées par la réglementation en vigueur.

Les indicateurs de suivi utilisés dans le cadre de la présente convention correspondent aux indicateurs présents dans le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS), tels que définis par décret et arrêté du 2 mai 2007, pour le service de l'assainissement collectif.

Le SIVOM délégataire fournira à la Communauté de communes, au 30 avril de chaque année, les éléments de l'année écoulée nécessaires à la rédaction des RPQS. Les tableaux nécessaires à la saisie de ces données seront transmis par la Communauté de communes au SIVOM en format informatique (Excel) avec pour chaque indicateur, sa fiche explicative et son mode de calcul.

Le SIVOM s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés. Il donne à la Communauté de communes tous les éléments d'information soit de sa propre initiative, soit à première demande de la Communauté de communes, permettant à cette dernière d'apprécier la qualité des missions qui lui ont été confiées.

En outre, le SIVOM informe les services de la Communauté de communes de tout évènement majeur concernant l'exécution du service susceptible d'avoir un impact sur la continuité et la qualité du service assuré par le SIVOM dans le cadre de la délégation de compétence consentie.

La Communauté de communes, en sa qualité d'autorité délégante, se réserve le droit, en liaison directe avec les services du SIVOM, d'effectuer, soit par elle, soit par toute

personne mandatée par elle, tout contrôle qu'elle estime nécessaire, le SIVOM et ses services laissant libre accès à la Communauté de communes, à toutes informations concernant la réalisation des missions déléguées.

ARTICLE 15 – COMITE TECHNIQUE

Les parties mettent tout en œuvre pour assurer une bonne relation, une transparence et une coordination permanente dans l'exécution de la présente convention de délégation de compétence.

Un comité technique est mis en place aux fins de contrôle de la délégation de compétence.

Il est composé d'au moins 3 représentants élus et agents de la Communauté de communes et d'au moins 3 représentants élus et agents du SIVOM.

Le comité technique est un espace de dialogue, il est informé et dresse un bilan sur :

- Le programme d'études et de travaux et ses modifications éventuelles ;
- Le coût budgétaire en résultant en lien avec le plan de financement prévisionnel et les demandes de subventions ;
- Les dossiers de consultation des entreprises ;
- La date prévue de démarrage des travaux et le phasage d'exécution ;
- La réception des prestations par le SIVOM ;
- L'organisation des services affectés aux missions ;
- Le cas échéant, le besoin d'avenant à la présente convention.

Le SIVOM délégataire dresse un compte rendu des réunions du comité technique, accompagné, le cas échéant, d'un relevé des décisions adoptées par celui-ci. Un exemplaire du compte-rendu est adressé à tous les membres du comité technique ainsi qu'aux deux autorités territoriales compétentes (SIVOM et Communauté de communes). Celles-ci disposent d'un délai d'un mois, à compter de la réception du dit document, pour formuler des observations ou s'opposer à son contenu. A défaut, celui-ci est réputé validé par les parties.

Les réunions du comité technique se tiennent périodiquement et a minima une fois par semestre, à l'initiative du SIVOM délégataire, afin d'assurer une information réciproque sur l'exercice des compétences déléguées et notamment sur les travaux à réaliser. Toutefois, des réunions complémentaires peuvent s'organiser, en fonction des besoins, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Enfin, le SIVOM s'engage à ce qu'un représentant de la Communauté de communes désigné par cette dernière soit systématiquement invité aux réunions suivantes : restitution d'études, réception de travaux, réunions publiques, réunions avec les administrations et établissements publics.

ARTICLE 16 – COMPTES RENDUS ANNUELS CONCERNANT LA COMPETENCE DELEGUEE

Le SIVOM en sa qualité d'autorité délégataire établit un compte rendu transmis à la Communauté de communes annuellement dans les 4 mois de la clôture de l'exercice concerné.

Ce compte rendu annuel comprend a minima au titre de l'année écoulée :

- Les informations relatives aux indicateurs de suivi mis en place par la Communauté de communes aux fins de contrôle de la délégation de compétence ;
- Le bilan financier détaillé de la délégation de compétence, dont notamment les montants consacrés aux charges de personnel, aux frais d'exploitation et aux différentes opérations d'équipement ;
- Une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis au titre de la compétence déléguée.

Ce bilan fait l'objet d'une rencontre annuelle entre les parties dans le cadre du comité technique.

Il est présenté à l'assemblée délibérante de la Communauté de communes lors de la présentation annuelle du rapport sur le prix et la qualité du service public, selon les dispositions prévues à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les indicateurs SISPEA sont saisis par la Communauté de communes.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RECONDUCTION

La présente convention est établie pour une durée de 13 ans.

Elle prend effet le 1er janvier 2026.

A l'issue de chaque période triennale, les deux parties à la présente convention conviennent de se retrouver et d'échanger afin d'examiner si besoin était, d'un commun accord, les voies et moyens de modification éventuelle de la convention de délégation.

A l'issue de la durée initiale visée à l'alinéa premier du présent article, les deux parties pourront, d'un commun accord, engager des discussions visant au renouvellement exprès de la convention de délégation de compétence pour une durée restant à fixer.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention, y compris celle résultant du dernier alinéa de l'article précédent, devra faire l'objet d'un projet d'avenant à la convention,

adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidées à la conclusion de la convention initiale.

ARTICLE 19 –RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un accord commun des deux parties, fixant le principe et les modalités de la résiliation, et particulièrement la date d'effet de la résiliation, accord formalisé par délibérations concordantes et motivées du Comité syndical du SIVOM et du Conseil communautaire de la CCGST.

En cas de défaillance avérée du SIVOM ayant des conséquences néfastes sur la qualité du service public, la Communauté de communes se réserve le droit de résilier la présente convention, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée sans effet, un mois à compter de sa réception par le SIVOM.

ARTICLE 20 - LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Fait à Le

En 2 exemplaires originaux,

La Communauté de communes

Le SIVOM

AR Prefecture

083-248300105-20250630-DELIB2025010419-DE
Reçu le 08/07/2025

ANNEXE 1

REPARTITION DES MISSIONS ET TACHES ENTRE LES PARTIES

ANNEXE 2

LISTE DES MOYENS HUMAINS AFFECTES PAR LE SIVOM POUR EXECUTER LES MISSIONS CONFIEES DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

ANNEXE 3

LISTE DES CONTRATS EN COURS QUE LE SIVOM EST EN CHARGE D'EXECUTER ET DE CONTROLER DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

Cette liste, donnée à titre indicatif à la signature de la présente convention, est non limitative.
Elle pourra être complétée en cours d'exécution de la délégation de compétence.

Services en régie gérés par une convention de délégation - Prestations confiées au SIVOM du Littoral des Maures délégataire

Périmètre de la délégation : collecte, transport et traitement des eaux usées sur les communes de Cavalaire et La Croix Valmer

	SIVOM délégataire	CC délégante	Observations
1 - Exploitation du service			
Fonctionnement et surveillance des installations et ouvrages (réseaux, STEP...), dont astreintes ; la gestion des agents affectés à ces missions ; la préparation et la passation de l'ensemble des contrats de prestations, leur renouvellement, le suivi de leur exécution, le contrôle et le règlement des factures.... Par exemple, contrats de fournitures d'électricité, d'eau, d'abonnement informatique, de télégestion, d'assistance technique...	oui	non	
Entretien et maintenance des installations et ouvrages (réseaux, STEP...), dont astreintes ; la préparation et la passation des contrats, leur renouvellement, le suivi de leur exécution, le contrôle et le règlement des factures. Par exemple, contrats de maintenance, de contrôle et vérification d'un ouvrage, de prestations d'entretien...	oui	non	
Relations avec les usagers du service (les réunions publiques ou avec des usagers en particulier, la diffusion d'informations, les diagnostics suite à la demande d'un usager, la gestion des raccordements, des réclamations, des permis de construire, des contrôles à la vente...)	oui	non	
Réunions d'exploitation (1/trimestre)	oui	oui	
Visites de terrain (1j/an)	oui	oui	
2 - Exécution des travaux			
réunion de définition des besoins (1/an)	oui	oui	dans le cadre de la préparation budgétaire
réunions de points d'étape (1/trimestre)	oui	oui	
préparation et passation de marchés AMO	oui	non	
préparation et passation de marchés de MOE	oui	non	
préparation et passation de marchés de travaux / prestations	oui	non	
Suivi de l'exécution des études	oui	associée	CC délégante invitée aux réunions de restitution des études
réception des études	oui	oui	
Suivi de l'exécution des travaux / prestations	oui	associée	CC délégante destinataire des CR de réunion de chantier, participation ponctuelle en fonction des sujets évoqués
réception des travaux / prestations	oui	oui	
contrôle et règlement des factures des marchés et prestations	oui	non	
suivi du diagnostic permanent (capteurs sur réseaux)	oui	non	
suivi DICT - restriction de circulation	oui	non	
opération de rétrocession de réseau privé	oui	non	
3 - Relations avec les usagers du service			
diagnostic suite à la demande d'un usager	oui	non	
gestion des permis de construire (instruction des avis d'urbanisme)	oui	non	
gestion des contrôles à la vente	oui	non	
gestion des raccordements / branchements	oui	non	
réunion publique	oui	oui	
réunion avec usagers particuliers : lotissements, commerces, caves	oui	non	
établissement de conventions spéciales de déversement	oui	oui	
contrôle des bacs à graisses	oui	non	

Services en régie gérés par une convention de délégation - Prestations confiées au SIVOM du Littoral des Maures délégataire

Périmètre de la délégation : collecte, transport et traitement des eaux usées sur les communes de Cavalaire et La Croix Valmer

	SIVOM délégataire	CC délégante	Observations
4 - Relations avec les administrations et établissements publics			
réunion DDTM	oui	associée	
réunion Agence de l'eau	oui	associée	
réunion syndicat de rivière, contrat de baie, ...	oui	associée	
5 - Gestion administrative et financière du service			
élaboration du budget	budget annexe	budget / analytique CCGST	
Fixation des tarifs (surtaxe)	non mais en concertation	oui	
Contrôle des reversements du délégataire AEP et encaissement.	non	oui	
Fixation des tarifs de la PFAC	non mais en concertation	oui	
Calcul, suivi et encaissement des PFAC	oui (calcul et suivi)	oui (émission du titre de recette)	
Elaboration, dépôt et suivi des dossiers de subventions et perception	non	oui	
suivi de l'exécution du budget	budget / analytique communal	budget / analytique CCGST	
Conclusion et exécution des contrats d'emprunts, règlement des annuités	non	oui	
gestion RH des agents du service	agents du syndicat	agents CCGST	
6 - Autres missions			
Choix du mode de gestion du service	non mais en concertation	oui	
Elaboration du SD intercommunal	non	oui	
Etudes de réactualisation de SD communaux	non	oui	
Rédaction RPQS	transmission des données néc.	oui	
établissement de convention de servitude en terrain privé	oui	oui	
Gestion de la délégation de compétence			
Gestion administrative et financière des remboursements de dépenses/recettes	transmission des données néc.	oui	
Gestion patrimoniale (suivi actifs, amortissements)	transmission des données néc.	oui	
Programmation pluriannuelle des investissements	concertée	oui	
Compte rendu annuel d'activité portant sur la délégation	oui	non	
Réunion de gouvernance	oui	oui	